



## Elections européennes > Agriculture et alimentation

Le CCFD-Terre solidaire participe aux travaux de la Commission agriculture et alimentation (C2A) de Coordination Sud. Cette plate-forme française des ONG a organisé une série de rendez-vous avec les partis politiques qui présentent des listes aux européennes.

En plus des thèmes liés à la Politique agricole commune, le CCFD-Terre solidaire insiste sur les **dangers sur la sécurité alimentaire des populations les plus vulnérables** de la politique européenne, à multiplier les accords de libre-échange avec les pays du Sud.

Il faut notamment veiller aux Accords de partenariat économique (APE) que l'Union Européenne est en voie d'imposer aux 77 pays Afrique-Caraïbes-Pacifique (ACP). Ces accords imposent, au nom de l'OMC, l'ouverture de leurs marchés aux exportations européennes, en concurrence directe avec les filières locales. Une exception pour les produits agricoles est nécessaire, au-delà de ce qui est discuté actuellement autour de quelques filières. De nombreux accords bilatéraux sont en discussion aujourd'hui (avec l'Amérique centrale, la CAN, l'Asean, etc.), dont le degré de libéralisation va beaucoup plus loin que ce qui est discuté dans le cadre de l'OMC.

Les députés européens, qui sont co-décisionnaires de cette politique, ne doivent pas accepter ces accords en l'état, comme ont pu le faire en mars 2009 les groupes Verts et GUE (communistes) sur l'accord avec la région Caraïbes. Enfin, c'est plus généralement le soutien de l'UE à la libéralisation de l'agriculture sur lequel il faut revenir.

Au niveau communautaire, cela se traduit, par exemple, par la préparation à la sortie des quotas laitiers d'ici à 2014, afin de « gagner en compétitivité sur les marchés mondiaux ». Mais cela s'est vu aussi par l'absence de volonté de l'UE de continuer à jouer le rôle d'un des « stockeurs » mondiaux en matières premières agricoles, l'absence de stocks mondiaux ayant été à la cause de la spéculation spectaculaire au cours de l'année dernière.

Coordination Sud a également organisé un débat vendredi 15 mai 2009 entre cinq têtes de listes sur les enjeux de solidarité internationale.

Sur ces points, le CCFD-Terre solidaire invite chaque citoyen à interagir avec les candidats aux élections européennes, afin de clarifier leurs positions.